

Lancement des concertations ministérielles dans les collèges et les lycées

FO REFUSE DE « CONCERTER » LA FRAGMENTATION DU CARACTÈRE NATIONAL DE L'ÉCOLE !

Le ministre Ndiaye lance son opération « *notre école, faisons l'ensemble* », déclinaison dans le ministère de l'Éducation nationale du « *conseil national de la refondation* » d'E. Macron auquel la confédération FO ne participe pas.

Le gouvernement a présenté un projet de budget consacrant des milliers de nouvelles suppressions de postes d'enseignants et le blocage de la valeur du point d'indice pour 2023. Et dans le même temps, il annonce vouloir imposer sa contre-réforme des retraites pour juillet 2023. Le ministre Ndiaye, lui, cherche à faire accepter aux personnels l'alourdissement de leur charge de travail, la dénaturation de leur mission et la casse des programmes disciplinaires nationaux.

L'objectif ministériel : l'autonomie totale des établissements pour réduire les coûts et définir le « projet pédagogique » local

C'est au moyen d'un « *travail commun et local* » que chaque établissement aurait à « *identifier des solutions qui correspondent à sa situation pour améliorer la réussite de ses élèves* ». Le ministre assume de vouloir achever de transformer l'Éducation nationale en un conglomérat d'innombrables « *communautés éducatives* ». Il met en ligne une fiche à compléter pour chaque établissement qui place sur un même plan les « *résultats aux évaluations nationales* » avec la nécessité d'avoir un « *projet* », des « *dispositifs éducatifs en vue de réduire les inégalités* », des « *projets avec des partenaires* » (collectivités, entreprises, associations), des « *actions en matière de bien-être* ».

Le ministre adresse un message clair aux personnels : pour lui, il n'y a aucune solution nationale aux problèmes rencontrés, il n'y aura aucun poste supplémentaire, c'est aux personnels de se débrouiller avec les collectivités, les chefs d'entreprise, les associations, les élèves et leurs parents, pour trouver eux-mêmes les solutions locales aux problématiques locales. Aucun cadre dépassant celui de l'établissement ne devrait y résister : la logique de l'inversion de la hiérarchie des normes arrive en force dans les collèges et les lycées. Plus aucun texte national ne serait légitime : les programmes disciplinaires nationaux, les missions statutaires des enseignants, le droit à la liberté pédagogique individuelle. Pour le ministre, tout devrait disparaître. Un projet local enraciné depuis les écoles du secteur jusqu'à la fin du lycée. Cette école fragmentée et au rabais, les personnels n'en veulent pas et disent NON au ministre !

La méthode ministérielle : la réunionite sans fin avec les collectivités territoriales, les entreprises et les associations

Les personnels devraient subir une « *concertation initiale* » avec des « *partenaires* » devant aboutir à « *un projet pédagogique pluriannuel* » centré sur 3 composantes : « *excellence, égalité,*

bien-être ». Un budget national de 500 millions d'euros, selon la méthode utilisée pour l'expérimentation marseillaise, serait consacré à financer certains projets, dès lors qu'ils respectent les 3 composantes et qu'ils sont sélectionnés par chaque recteur selon un procédé pour le moins opaque. Ces « concertations » seront permises grâce à deux journées banalisées additionnées d'un « *temps complémentaire* » non défini mais possiblement sous forme de visio-conférence. Les élèves vont donc encore perdre des milliers d'heures d'enseignement et chaque personnel sera contraint, de fait, de participer à ces réunions. Le volontariat promis par le ministre n'a pas fait long feu. Dans les lycées, cette « concertation » avec les collectivités, les chefs d'entreprise et les associations notamment, devrait « *fournir l'occasion de réinterroger partiellement le projet d'évaluation* ». Le ministre veut enterrer définitivement le baccalauréat comme diplôme national. Avec Parcoursup et la réforme du baccalauréat, 22 500 bacheliers sont toujours sans université, sans compter les milliers contraints d'accepter un parcours universitaire de second choix, faute de place.



Avec l'ensemble des salariés, préparer le rapport de force pour faire reculer le gouvernement

Tout comme la confédération FO qui ne participe pas au Conseil National de la Refondation, dans l'Éducation nationale, FO refuse la logique des concertations territoriales qui n'ont pour but que de préparer de nouvelles expérimentations et dérèglementations.

Ensemble, pour s'opposer aux réformes destructrices des droits et acquis, préparons la grève pour gagner c'est-à-dire la grève, comme en 2019, pour obtenir du gouvernement qu'il renonce à toutes ses contre-réformes. Afin de préparer le rapport de force et la grève, le SNFOLC invite les personnels à se réunir massivement.

